

# Le bel avenir des tyrans

LUC VAN CAMPENHOUDT

**L**aurent Gbagbo, Zine-el-Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak, Mouammar Kadhafi... leur chute, et celle de tant d'autres avant eux, inclinerait à croire que le règne des tyrans finit toujours mal pour eux et donc plutôt bien pour leur peuple. Les méchants partis, il ne resterait que les gentils qui, jusqu'ici impuissants, peuvent enfin s'organiser pour « reconstruire » avec l'aide de leurs généreux alliés occidentaux. Mais c'est seulement ce que nous aimons penser, surtout dans les moments d'euphorie où, en communion avec leur peuple enfin libéré, l'on assiste en direct à l'hallali des dictateurs. C'est alors que, rivalisant de professions de foi démocratiques qui font chaud au cœur, nos propres dirigeants jouent parfaitement leur rôle de pasteurs vertueux de la planète. La dure réalité des choses est qu'il n'existe pas de justice immanente, que la fin d'une tyrannie ne signifie pas la fin des malheurs, mais seulement un espoir, et que la vertu n'est pas forcément placée où l'on croit.

Nombreux sont les tyrans, dont quelques-uns des pires, comme Staline, Pol Pot et Pinochet, qui meurent dans leur lit, sans souffrir eux-mêmes du millionième de ce qu'ils ont fait endurer. Qu'ils finissent mal ou non, renversés ou encore au pouvoir, leur disparition n'est pas une consolation pour tous ceux qui sont morts avant eux, du fait de leur régime. La vie de ceux-là a été irrémédiablement saccagée, souvent dans d'horribles conditions. Il faut être survivant et n'avoir pas trop souffert pour être capable de faire la fête sans amertume quand disparaît l'opresseur. De plus, le tyran n'est que la tête d'un vaste système odieux qui s'est structurellement inscrit dans les institutions et les esprits, déchirant durablement la société entre ceux qui, de gré ou de force, partageaient une parcelle de son pouvoir en cascade, et ceux qui en ont fait les frais. Les comptes ne se soldent donc jamais qu'en partie et cette partie ne se solde que sur plusieurs générations abimées par la brutalité et l'injustice subies ou infligées.

Surtout, les facteurs structurels de la tyrannie ne disparaissent pas avec les tyrans, notamment la faiblesse des États et l'absence de culture démocratique, les tensions tenaces entre communautés ethniques ou religieuses et les rancœurs du

passé, les inégalités excessives entre pays et entre groupes au sein de chaque pays, le manque de solidarité et de régulations économiques et politiques efficaces au niveau mondial, la possibilité de s'enrichir rapidement par la violence et les trafics, l'esprit de clan, l'analphabétisme, le sentiment d'impunité... Les tribunaux pénaux internationaux ne découragent pas plus les candidats dictateurs que la peine de mort ne décourage les assassins potentiels; leur fonction est davantage d'aider les victimes à vivre moins mal avec les épreuves passées que de convaincre les bourreaux sanctionnés, ou à venir, que ce qu'ils font est mal.

Le comportement des pays occidentaux — et pas seulement — est à cet égard pour le moins ambigu. Au nom des intérêts géopolitiques et économiques, ils ont soutenu sans scrupule les dictatures « intéressantes » qu'ils blâment maintenant que ces dernières sont au tapis et ne peuvent plus servir, flattant du même coup les nouveaux maîtres avec qui se concluent déjà secrètement des affaires. À coups de missiles, ils détruisent les armes chèrement vendues quelques années plus tôt et qu'il faudra bien remplacer bientôt, pour le plus grand profit de nos entreprises et de nos balances commerciales. Nos dirigeants se sont tus face aux méfaits de ceux qu'ils recevaient en grande pompe avant de les blâmer vaincus<sup>1</sup>.

Avec ses provocations injurieuses à l'égard des États-Unis et de l'Europe, la brutalité de son régime et son soutien au terrorisme international, Kadhafi montre mieux que quiconque jusqu'où peuvent aller le cynisme et l'opportunisme des puissances occidentales notamment. Le Guide n'est pas encore tombé que déjà l'on réclame la part d'exploitation pétrolière au prorata des bombes balancées sur son arsenal et ses troupes en déroute. Mais son cas indique aussi qu'il serait trop simple et parfois hypocrite de faire la leçon à nos dirigeants en quête de réélection et à nos grands groupes industriels en quête de profits. Sous la haute main du dictateur, la manne du pétrole libyen a coulé à flots dans d'innombrables poches, dans de multiples pays et sous les formes les plus variées : industries, hôtels et résidences de luxe<sup>2</sup>, bijoux, beaux voyages et subventions de toutes sortes à des organisations et mouvements divers, y compris des labos et centres de recherche universitaires. C'est seulement si on a agi de manière désintéressée et courageuse *avant* que le tyran soit abattu, qu'on a le droit de s'indigner de ses méfaits *après* qu'il soit tombé.

C'est en effet le plus en amont possible qu'il faudrait agir, à deux niveaux : en soutenant les forces internes aux pays vulnérables qui luttent pour la démocratie, la justice, le développement culturel, la liberté de presse et le bien-être de tous ; en créant dans nos pays un rapport de force tel que les intérêts politiques et économiques à court et moyen termes ne soient pas seuls pris en compte. ■

1 Mis à part notre peu diplomatique Karel De Gucht bien sûr.

2 Comme à Ouaga 2000 où il aurait un moment souhaité se réfugier.